

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/11935/Add.13
7 avril 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans le document S/11935, daté du 5 janvier 1976, et dans les additifs pertinents. Au cours de la semaine qui s'est terminée le 3 avril 1976, le Conseil de sécurité est intervenu au sujet de la question suivante :

Plainte du Kenya, au nom du Groupe des Etats d'Afrique à l'Organisation des Nations Unies, concernant l'acte d'agression perpétré par l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola (voir S/11935/Add.13)

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de la question de sa 1901ème à sa 1906ème séance, du 29 au 31 mars 1976. Au cours de ces séances, outre les représentants invités dans les mêmes conditions lors des séances précédentes, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie Saoudite, de la Bulgarie, du Congo, de la Guinée-Bissau, de l'Inde, du Mali, du Mozambique, de l'Ouganda, de la Pologne, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande et de la République-Unie du Cameroun, sur leur demande, à participer à la discussion, sans droit de vote. Le Conseil a également décidé à ses 1901ème et 1902ème séances d'étendre cette invitation, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, au Président du Comité spécial contre l'apartheid ainsi qu'au Président et aux membres du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

A la 1906ème séance, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a présenté un projet de résolution (S/12030) dont les auteurs étaient le Bénin, la Guyane, le Panama, la République arabe libyenne, la République-Unie de Tanzanie et la Roumanie.

Après une brève suspension de la séance, le Conseil de sécurité a mis aux voix le projet de résolution, qui a été adopté en tant que résolution 387 (1976) par 9 voix contre zéro, avec 5 abstentions (Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). L'un des membres du Conseil (la Chine) n'a pas participé au vote.

Le dispositif de la résolution 367 (1976) se lit comme suit :

- "1. Condamne l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola;
2. Exige que l'Afrique du Sud respecte scrupuleusement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola;
3. Exige également que l'Afrique du Sud s'abstienne d'utiliser le Territoire international de la Namibie pour monter des actes de provocation ou d'agression contre la République populaire d'Angola ou tout autre Etat africain voisin;
4. Demande au Gouvernement sud-africain de faire droit aux demandes légitimes de la République populaire d'Angola tendant à l'indemnisation intégrale de cet Etat pour les dommages et les destructions qui lui ont été infligés et à la restitution de l'équipement et des matériels que les forces d'invasion ont saisis;
5. Prie le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution."

